

pas ses propres dépenses, mais voudrait que les secteurs privés de l'économie le fassent. D'après moi, monsieur l'Orateur, le gouvernement libéral actuel nous fournit un exemple caractéristique de l'esprit bureaucratique.

Le ministre a loué de façon peu sincère le Conseil économique du Canada. Il l'a fait plus d'une fois dans son discours du budget, mais il a ensuite pris une direction contraire aux avis qu'il en avait reçus. Il l'admet lui-même. Je mentionnerai deux phrases d'un article qui a paru dans le courrier de M. Fraser Robertson, dans le numéro du 31 mars du *Globe and Mail*:

Mais M. Sharp éprouve envers le Conseil économique du Canada des sentiments mixtes. Il prend dans le rapport du Conseil les parties qui lui plaisent et rejette celles qui lui déplaisent, à la façon d'un enfant capricieux.

J'aimerais citer quelques mots seulement du rapport de la Banque du Canada. Le ministre a répondu à une question ce matin. Je le cite librement, mais il signalait, je crois, que la Banque du Canada et le ministre sont d'accord sur la politique financière à suivre. A mon sens, cette affirmation est inacceptable.

L'hon. M. Sharp: Pas comme autrefois.

L'hon. M. Churchill: Il n'y a personne ici.

Le très hon. M. Diefenbaker: Tous les collègues du ministre sont partis.

L'hon. M. Monteith: J'aimerais lire un ou deux passages du rapport de la Banque du Canada se rapportant à l'année 1965. Je crois qu'il vaudrait mieux commencer par lire la première phrase:

La progression de l'économie canadienne au cours de sa cinquième année d'expansion ininterrompue...

Le ministre lui-même l'admet, l'expansion a commencé lorsque le gouvernement précédent était au pouvoir; il l'admet aussi. A la tribune, au cours de la dernière campagne électorale, jamais on n'aurait entendu des paroles semblables sortir de la bouche d'un ministre.

● (12.20 p.m.)

Le paragraphe suivant du Rapport annuel de la Banque du Canada 1965, à la page 3, est, à mon avis, très important. Il déclare:

La production eût été plus élevée en 1965, si nous avions davantage progressé au plan de la productivité. Dans ce domaine, les gains réalisés au cours de l'année, à mesure que s'est résorbé le sous-emploi de nos facteurs de production, n'ont pas été satisfaisants.

La phrase suivante est importante.

Il s'ensuit donc un besoin d'accentuer les politiques qui, dans l'équation de l'offre et de la demande, portent surtout sur l'offre et peuvent améliorer notre capacité de production. Il est vrai que le chômage demeure élevé dans certaines régions

et que l'élimination des «îlots de sous-utilisation» permettrait d'atteindre un niveau de production supérieur.

À la page 11 du même rapport, on lit ce qui suit:

En même temps que nous devons nous ménager, aux meilleures conditions possibles, l'accès aux marchés extérieurs de capitaux pour nous mettre à l'abri de la nécessité d'avoir à effectuer des ajustements difficiles et massifs, je crois que nous devrions nous donner pour objectif d'engager l'économie dans un sentier de croissance qui assure à la fois la pleine utilisation de nos ressources et une dépendance réduite vis-à-vis des capitaux étrangers. Cela ne signifie point que nous devrions nous replier sur nous-mêmes. Cela signifie au contraire que nous devrions chercher activement à nous rendre plus capables de soutenir efficacement la concurrence des produits étrangers tant chez nous qu'à l'extérieur. Cela signifie que nous devrions nous soucier de plus en plus de porter à leurs sommets notre productivité et le rendement de nos industries, d'accroître la compétence de notre main-d'œuvre et de nos cadres, de veiller à une évolution favorable de nos coûts et de nos prix.

On ne pourra y parvenir qu'en concentrant nos efforts à satisfaire la demande, et en les faisant porter surtout sur l'offre, comme l'a dit le gouverneur de la Banque du Canada.

Je voudrais également citer un passage d'une brochure intitulée «Placements dans le secteur public et privé au Canada, perspectives pour 1966» publié sous l'égide du ministre du Commerce, M. Winters. Cette brochure renferme une ou deux déclarations intéressantes. J'aimerais citer un passage de la page 7:

Dans les industries de production, la plus grande force supplémentaire apparaît dans les industries fondées sur nos ressources minières et forestières où les débours, pense-t-on, vont augmenter d'un tiers par rapport à une augmentation de 14 p. 100 enregistrée l'an dernier. Les programmes projetés à l'heure actuelle par l'industrie minière revêtent une signification particulière. Ils prévoient un accroissement double des dépenses dans les mines de fer et une augmentation analogue des débours envisagés pour les mines de potasse. Par ailleurs, les dépenses relatives aux aménagements destinés aux mines de métaux non ferreux vont augmenter, pense-t-on, d'environ 50 p. 100. La force supplémentaire des industries fondées sur nos ressources forestières provient entièrement d'un autre accroissement important des placements destinés aux usines de pâtes et papiers, qui va entraîner des débours supérieurs d'environ 120 millions de dollars à ceux de 1965.

Le ministre veut-il mettre un terme à cet état de choses? Ces industries aident à améliorer notre balance des changes, fournissent de l'emploi et assurent l'expansion. Expansion égale efficacité, et c'est grâce à l'efficacité que ces sociétés pourront soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Certes, nous voulons que nos industries d'exportation puissent soutenir la concurrence de sorte que nous puissions contenir nos prix et aider ainsi nos propres citoyens.